

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 46

Déposée par Monsieur Haenel

Qualité : titulaire

Article 46 : Le retrait volontaire de l'Union

1. Tout Etat membre peut, dans le respect de ses règles constitutionnelles internes, décider de se retirer de l'Union européenne.

2. L'Etat membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil. Dès cette notification, l'Union négocie et conclut avec cet Etat un accord régissant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis conforme du Parlement européen.

L'Etat qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil le concernant.

3. La présente Constitution cesse d'être applicable à l'Etat concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ~~ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2.~~

Explication éventuelle :

Il n'est pas concevable d'envisager un droit de retrait inconditionnel d'un Etat, sans régler au préalable les modalités d'un retrait. C'est pourtant ce que permettrait un retrait automatique, même en l'absence d'accord entre l'Etat concerné et l'Union, deux ans après la notification.